

Révoation de Czarnecki : L'UE agresse la souveraineté de la Pologne



/ Tomasz Adamowicz/Gazeta Polska

A l'initiative de quelques dirigeants des fractions du Parlement européen, une demande de la révocation de Ryszard Czarnecki de la fonction de chef adjoint du Parlement européen a été faite. Il est difficile de traiter ces actions différemment que des répressions ultérieures contre la Pologne. Le gouvernement actuel à Varsovie vient d'élections démocratiques et bénéficie du soutien de près de la moitié des électeurs actifs. Il mène des réformes attendues depuis des années, parmi d'autres la réforme du système judiciaire, qui a pour l'objectif supprimer l'injustice flagrante et la corruption dans l'administration de la justice. L'on a arrêté des processus criminels de vol touchant l'économie polonaise et la destruction économique des citoyens ordinaires. Il est bien visible que la situation des plus démunis s'est améliorée et que les mécanismes de distribution de l'argent public sont devenus plus clairs. De

même, le gouvernement a entrepris une mission de niveler la position de la Pologne dans l'Union européenne. Les Polonais, nos seulement ne veulent pas être une Europe de deuxième vitesse, mais ils ne veulent non plus être traités comme des citoyens de seconde catégorie dans l'UE.

Malheureusement, la division des pays et des nations en meilleurs et pires devient la norme dans l'UE. Les activités soutenant la division de l'Union européenne sont favorisées par certaines publications dans les médias allemands. Róża Thun, l'eurodéputée, a participé à l'un de ces programmes scandaleux. Une citoyenne polonaise, élue par les électeurs polonais, a décidé de calomnier son pays dans l'intérêt mal conçu de l'Allemagne. C'est précisément la diffamation de la Pologne qui a rencontré une forte réaction de Ryszard Czarnecki. Il est supposé être puni maintenant pour une attitude digne d'un Polonais, mais aussi de tous ceux qui se sentent des Européens honnêtes.

Ces activités de certains politiciens de l'UE coïncident avec le lancement de l'article 7, qui vise à punir la Pologne pour la réforme de la justice, attendue par les 80% de société polonaise. Il s'agit de construire une division très dangereuse dans l'UE qui peut conduire à une crise profonde. Je vous demande de ne pas y participer. Soutenons une Europe qui donne des chances égales à tous les États et à tous les citoyens. La révocation de Ryszard Czarnecki sera un signal pour la Pologne et les pays d'Europe centrale qu'il n'y a pas une telle Union européenne. Il n'y a que le diktat des plus forts au-dessus des têtes des nations.

Stanislas Starosolski